

Où est donc la faille ?

«Pourquoi l'Algérie a échoué face au terrorisme ?» J'ai reçu ce titre, paru samedi dernier dans le quotidien saoudien *Echarq-alawsat*, comme une gifle en pleine face. Vous aussi ? Même nos maîtres saoudiens, dont nous suivons les enseignements avec ferveur, trouvent que nous sommes de mauvais élèves. C'est en tout cas ce que nous dit Abderrahmane Rached, éditorialiste et aussi directeur de la chaîne Al-Arabia, dans ce texte que je vous livre in extenso : «C'est le plus ancien terrain de confrontation avec la violence des extrémistes, le pays le mieux préparé militairement mais aussi le plus prompt à offrir le pardon et à faire des concessions.

En dépit de ceci, l'Algérie continue depuis plus de seize ans à souffrir des blessures du terrorisme. C'est ce qui est arrivé dimanche, mardi et mercredi derniers avec la mort de 71 personnes. Les causes apparentes de l'échec sont nombreuses, et parmi elles le fait que l'organisation sécuritaire est incapable de se perfectionner pour être en état d'affronter le seul ennemi du pays. Il y a d'autres qui pensent que les dirigeants politiques interviennent pour offrir l'amnistie au mauvais moment. Elles permettent ainsi aux recherchés et aux criminels des mouvements extrémistes de quitter les maquis pour regagner leurs foyers sans aucune préparation et sans que leur repentir soit réellement prouvé. Imaginez que l'Algérie est le troisième pays sinistré du terrorisme après l'Irak et l'Afghanistan. Toutefois, le cas de l'Algérie est pire puisqu'on ne peut pas comparer ce pays à des Etats qui sont en état de guerre comme l'Afghanistan et l'Irak. Le régime y est solidement établi. Le gouvernement cen-

tral n'est contesté par personne et son armée est l'une des plus puissantes de la région. Malgré ça, l'Algérie est incapable de repousser le terrorisme.

Nombreux sont aussi ceux qui font remonter la crise d'aujourd'hui au choc d'hier, celui qu'a connu l'Algérie en 1992 lorsque les militaires ont annulé les élections que les extrémistes étaient sur le point de gagner. C'était peut-être une initiative précipitée mais c'est elle, en réalité, qui a sauvé le pays et empêché les extrémistes de s'emparer du pouvoir. Car les groupes fondamentalistes extrémistes n'étaient pas disposés à respecter la démocratie du président Chadli Bendjedid. Ces groupes criaient haut et fort leurs slogans rejetant l'alternance pacifique au pouvoir et jetant l'anathème sur la société et sur le pouvoir. Si ces groupes avaient pris le pouvoir, il y aurait eu plus de sang et le conflit aurait été plus large. L'Algérie est ainsi devenue le premier terrain d'action du terrorisme. Beaucoup n'ont pas cru, au début, que ce terrorisme était le fait de groupes insurgés contre le régime, à cause de l'ampleur des tueries et des actions terroristes. On a alors accusé les militaires d'être derrière les événements pour monopoliser le pouvoir. En réalité, le monde entier n'a pas saisi à l'époque la réalité de ce qui se passait en Algérie et l'imminence du danger qui menaçait partout. Personne ne croyait, au début, que l'extrémisme était capable d'engendrer un aussi grand niveau de violence et autant de cadres entraînés et préparés à la destruction. Les accusations contre les fondamentalistes étaient alors les moins convaincantes. Jusqu'à ce que la violence s'exprime par la suite de par le monde, avec les

mêmes méthodes et le même langage. Il est devenu évident que le responsable de la violence en Algérie était le même qu'en Egypte, en Arabie saoudite, au Yémen, au Maroc et, bien sûr, dans les cinquante autres Etats restants. Cependant, la propagation du terrorisme dans le monde ne saurait justifier l'échec de l'Algérie dans cette confrontation. Ce qui est étonnant, c'est la persistance de l'emploi simultané de la force et de la tolérance, malgré la longueur du conflit.

La seule explication qui reste est que les dirigeants algériens sont impuissants, au sens sécuritaire le plus large du terme. Le président Bouteflika a ainsi fait, et de bon cœur, l'expérience de prendre en charge les extrémistes et de leur pardonner. Il a aussi ouvert à certains de leurs leaders le chemin de l'action politique. De nombreuses fois, l'Etat a proclamé l'amnistie en échange du désarmement et nous avons entendu

l'antienne sur la fin de la violence. Jusqu'à ce que cette violence revienne à la charge, plus sanglante et plus sauvage encore, comme la semaine dernière. Comme vous l'avez-vous sans doute remarqué, le ton est mesuré mais ferme. «D'accord, vous avez assimilé tous les rudiments du wahhabisme mais il faut être un peu plus sérieux dans la lutte contre ses débordements.» Or, c'est précisément là que le bât blesse : alors que le terrorisme islamiste redouble de férocité, il est évident que l'Algérie ne dispose pas d'une stratégie cohérente pour le combattre. Le constat est clair pour notre confrère algérien Slimane Boussoufa du quotidien londonien *Al-Quds*. «Où se situe la responsabilité de l'Etat face à ce dangereux effondrement sécuritaire ? Où sont les sym-

boles de l'Etat qui doivent assumer pleinement leurs responsabilités devant le peuple et devant l'histoire ?» interroge Slimane Boussoufa.

«Le pire, dit-il, est que les Algériens se font tuer et égorger tous les jours sans que nous enregistrions la démission du plus petit responsable de la sécurité. Ainsi, le ministre de l'Intérieur est rivé pour l'éternité à son poste, le directeur de la police est inamovible et les chefs des services de sécurité accrochés à leurs postes. Ceci, alors que l'Etat dépense chaque année des milliards de dollars pour la sécurité. Où sont donc les résultats sur le terrain?»

«Depuis 1991, note encore le journaliste, nous apprenons que l'armée a encerclé une région, l'a ratissée et l'a débarassée de ses terroristes. Puis, les terroristes lancent une opération à partir de cette même région ratissée. La forêt de Sidi-Ali Bounab, près de la capitale, a subi au moins un millier de ratissages depuis le début des années quatre-vingt-dix mais elle est restée la base de départ des terroristes. Où est donc la faille, s'il vous plaît ? Nous parlons ici d'une forêt de taille moyenne et non pas des forêts de l'Amazonie au Brésil ! De même que les autorités ne sont pas confrontées aux Tigres tamuls ou aux Farc de Colombie. Elles parlent de 350 terroristes qui sont restés dans les djebels qui n'ont pas adhéré à la réconciliation nationale. «Le peuple a signé un chèque en blanc au pouvoir en votant pour la loi sur la réconciliation nationale», ajoute Slimane Boussoufa. Il ne l'a pas fait par affection pour les terroristes mais par désir d'avoir une vie plus tranquille, plus prospère et cela ne s'est pas réalisé. C'est aux responsables, aujourd'hui, de refaire leurs comptes avec dis-



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

cernement». «Le peuple algérien attend des solutions palpables, souligne enfin notre confrère. Il ne veut plus entendre des déclarations creuses sur la dérouté du terrorisme, la difficulté de le contenir ou que le terrorisme frappe aussi à Londres et dans d'autres villes occidentales. Ce sont des mots vides de sens qui ne feront pas revivre ses disparus. Je suis persuadé que si le régime voulait arrêter les actions terroristes, ceci ne demanderait pas plus de vingt-quatre heures.»

J'ajouterais, pour ma part, que si l'objectif du terrorisme islamiste est de rétablir le califat, il est inutile de verser davantage de sang. L'Etat islamique est une réalité que ne peuvent remettre en cause les quelques centimètres carrés de laïcité et de liberté qui nous restent encore. On peut admettre aussi qu'un Etat islamique puisse avoir des difficultés à communiquer avec des groupes qui parlent le même langage que lui.

A. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



DRÔLE DE PARADE !

Le GSPC annonce une trêve des attentats durant le mois de ramadan. Les commerçants, eux, campent sur leur position.

Pas de trêve !

Eh bien mince alors ! Celle-là, je ne l'avais pas vu venir. Et elle m'est arrivée en pleine poire. Tlemcen, capitale islamique en 2011. C'est la ministre de la Culture qui l'annonce en précisant que cette manifestation durera une année. Une année de Tlemcen, capitale islamique. Comme une année d'Alger, capitale de la culture arabe. Faut croire que c'est tout ce que les Algériennes et les Algériens attendaient pour calmer leur angoisse, leur rage, nées des derniers attentats terroristes, «Tlemcen 2011, capitale islamique» ! Bon Dieu ! Mais que cherche-t-on à travers ce genre de manifestations ? A prouver aux tingos que nous sommes aussi musulmans qu'eux. Yaw tab ! Tab ! T'aura beau accomplir tous les rites prescrits, faire du rab et te flageller avec une cravache hérissée de clous, les kamikazes n'en arrêteront pas pour autant leur barouf. Parce que l'objectif tango n'est pas de vérifier

l'islamité citoyenne. Ça, pour l'heure, ils s'en contrefichent. Ce qui les intéresse, c'est le tracé le plus précis et le plus court vers une bâtisse blanche surmontée de tuiles vertes avec un panonceau accroché à son fronton et cette inscription dessus : «PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE.» Que veut-on prouver à travers «Tlemcen 2011, capitale islamique» ? Que la vie continue, malgré la terreur intégriste ? Désolé, la vie sur ce tempo-là ne doit pas continuer. On ne peut pas répondre aux ceintures explosives par un habillage islamisé d'une citadelle. On ne peut pas faire chanter à des chorales d'enfants gominés «Talaâ el badrou aâlyna» alors que pour l'heure, ce sont les poussières d'explosion qui nous montent aux narines tous les jours. Dans un pays où la peur se réinstalle en un infect remake de celle vécue dans les années 1990, proposer un pôle islamique institutionnel de 12 mois, c'est comme de confier à Layada, Benhadj ou Hattab le commandement d'une vaste opération de ratissage contre les maquis du GSPC. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.